

## Réformes : l'inquiétude des organisations patronales

« Pourquoi les patrons s'inquiètent », titre Le JDD. Ils craignent les reports de la réforme des retraites et de la baisse des impôts de production. En septembre, tous les partenaires sociaux auraient dû être convoqués en séminaire à l'Élysée pour parler retraites, emploi des seniors et pénibilité au travail. Mais depuis le séisme des législatives, les organisations syndicales n'ont eu aucune nouvelle. À commencer par le patronat, qui attendait beaucoup de ce nouveau quinquennat. « On redoutait du bazar, mais pas à ce niveau » : cette confession d'un grand patron en dit long sur le désarroi des entreprises. Les impôts de production, bête noire des entrepreneurs, devaient être rabaissés dès 2023, avec la suppression immédiate de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises pour 7 milliards d'euros. Bruno Le Maire plaide en ce sens afin de provoquer un « choc de compétitivité ». Mais face à la note plutôt salée, d'autres macronistes défendent plutôt un étalement sur plusieurs années. « J'ai peur que de telles promesses passent à la trappe », appréhende un dirigeant fédéral. Les patrons n'ont guère goûté d'être traités de « purs parasites » par Jean-Luc Mélenchon. « En tant qu'entrepreneur, on n'a pas grand-chose à attendre de la Nupes », soupire l'un d'entre eux, qui imagine déjà l'extrême gauche vidant les trésoreries à coups de taxes supplémentaires. Autre préoccupation : l'avenir de la réforme des retraites, et celle de l'assurance chômage. Ces deux ambitions pourraient faire les frais de la nouvelle configuration de l'Assemblée nationale. Pour sauver ce qui peut l'être, les organisations patronales s'en remettent donc aux LR. « Plutôt que de se faire convoquer à des grands-messes sociales, bâtissons des propositions communes sur l'emploi ou la formation professionnelle », soutient un dirigeant. Le patronat espère aussi jouer sur la palette plus diverse de couleurs politiques désormais présentes dans l'hémicycle pour pousser ses revendications. (JDD, p.4)

« Pour les revalorisations sociales anticipées, une addition à huit milliards d'euros », titre Les Echos qui dévoile en partie le projet de loi sur le pouvoir d'achat, que le quotidien a pu consulter en exclusivité. Celui-ci prévoit d'augmenter de 4 % un très large éventail de prestations sociales. Cette mesure prendra effet le 1er juillet, à titre rétroactif. L'éventail des prestations sociales concernées est très large. (Les Echos, p.2)